

αλσλ

ΧΑΡΩΣ

ΚΕΙΜΕΝΑ ΠΟΛΕΟΔΟΜΙΑΣ ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ

ΤΕΥΧΟΣ
ISSUE

42

ΕΤΟΣ
YEAR

2025



ISSN: 1109 – 5008

e-ISSN: 2944 - 9847



Τμήμα Μηχανικών Χωροταξίας, Πολεοδομίας
και Περιφερειακής Ανάπτυξη

Επιστημονικό Περιοδικό

αειχώρος

Διεύθυνση:

Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας

Τμήμα Μηχανικών Χωροταξίας, Πολεοδομίας και Περιφερειακής Ανάπτυξης

Περιοδικό ΑΕΙΧΩΡΟΣ

Πεδίον Άρεως, 383 34 ΒΟΛΟΣ

<http://www.aeihoros.gr>

e-mail: aeihoros@uth.gr

Επιμέλεια έκδοσης: Νεκταρία Σαρρή

Σχεδιασμός εξωφύλλου: Γιώργος Παρασκευάς-Παναγιώτης Μανέτος



Γαβαλάς Βασίλειος 6

Η ανθρωπογεωγραφία της Ελλάδας του Μεσοπολέμου. Μέρος Ι: γαμήλια συμπεριφορά κατά γεωγραφικές περιοχές με διάκριση γηγενών και προσφύγων.

Δαρκαδάκη Μαρία, Τσιάπα Μαρία 31

Οι μεταβολές του μοντέλου απασχόλησης μετά την επίδραση του COVID-19 υπό το πρίσμα των κοινωνικοοικονομικών χαρακτηριστικών: Η περίπτωση των Χανίων

Maravegias Napoleon, Gourgiotis Anestis, Doukas Yannis E., Vardopoulos Ioannis 49

Lignes de faille de l'unité : ajustement économique et politiques spatiales de l'intégration européenne

Λινάκη Ελένη 71

Πρότυπο εργαλείο αποτίμησης της πολιτισμικής ανθεκτικότητας στους οικισμούς της Ελλάδας

ΘΕΜΑΤΑ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ

Τασοπούλου Αναστασία, Παπακωνσταντίνου Βασίλειος 96

Οριοθετήσεις οικισμών: από τις οριοθετήσεις της δεκαετίας του '80 στο πρόγραμμα 'Κωνσταντίνος Δοξιάδης'

ΚΡΙΤΙΚΕΣ ΠΑΡΟΥΣΙΑΣΕΙΣ

Ασπρογέρακας Ευάγγελος 109

Βασενχόβεν, Λ. (2025) *Η πολεοδομία σε δίνη: Πενήντα χρόνια από το Σύνταγμα του 1975 στα τοπικά πολεοδομικά σχέδια*. Αθήνα: Εκδόσεις Σάκκουλα.

Λignes de faille de l'unité : ajustement économique et politiques spatiales de l'intégration européenne

Maravegias Napoleon

Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes

Gourgiotis Anestis

Université de Thessalie

Doukas Yannis E.

Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes

Vardopoulos Ioannis

Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes

Résumé

Cette étude propose une relecture critique de la réponse de l'Union Européenne à la crise financière mondiale et à ses prolongements, en mettant en lumière les asymétries profondes en matière de capacité fiscale, de culture politique et de développement territorial, qui ont fissuré le projet d'une Europe intégrée. Elle soutient que la crise de la zone euro ne fut pas un simple épisode économique, mais une révélation systémique, exposant la fragilité d'une union monétaire privée de solidarité budgétaire et de légitimité démocratique. Adoptant une approche comparée et spatio-temporelle, l'analyse met en évidence l'émergence de cercles concentriques de divergence entre régions «centrales», «périphériques» et «éloignées», façonnés par des charges d'ajustement inégalement réparties, des conditionnalités structurelles rigides et une résilience institutionnelle différenciée. L'étude montre comment les stratégies de gestion de crise, fondées sur l'austérité, les prêts conditionnels et le pilotage technocratique, ont accentué les fractures socio-économiques, sapé la confiance envers la gouvernance européenne et alimenté une poussée populiste et europhobe. Mais au-delà du constat critique, ce travail affirme une thèse forte : le spatial est éminemment politique. La cohésion territoriale et la planification ne sont pas de simples instruments techniques, mais des leviers essentiels de redistribution, de reconnaissance et de rééquilibrage au sein d'une Union fragmentée. Face aux chocs exogènes contemporains, de la reprise post-pandémique aux bouleversements géopolitiques, l'étude plaide pour une refondation de l'intégration européenne autour d'un paradigme de responsabilité partagée, de justice spatiale, de courage institutionnel et de durabilité. Il ne s'agit pas d'abandonner l'Union, mais de l'achever : politiquement, territorialement et éthiquement.

Mots-clés

Indicateurs macroéconomiques, Convergence économique, Paysage économique mondial, Crise économique, Analyse spatiotemporelle, Durabilité

Fault Lines of Unity: Economic Adjustment and the Spatial Politics of European Integration

Abstract

This study undertakes a critical reconstruction of the European Union's response to the global financial crisis and its aftermath, tracing how deep-seated asymmetries in fiscal capacity, political culture, and spatial development fractured the vision of an integrated Europe. It argues that the eurozone crisis was not merely an economic event, but a systemic revelation, exposing the fragility of a monetary union unmoored from fiscal solidarity and democratic legitimacy. Through a comparative and spatiotemporal approach, the current research examines how concentric patterns of divergence emerged between 'central', 'peripheral', and 'remote' regions, shaped by uneven adjustment burdens, structural reform conditionalities, and the geography of institutional resilience. The work shows how crisis management strategies, centered on austerity, conditional lending, and technocratic oversight, deepened socio-economic cleavages, undermined trust in European governance, and unleashed a wave of populist and anti-integrationist reactions. Yet beyond critique, this work insists on the spatial as political: territorial cohesion and planning are not technocratic instruments but levers of redistribution, recognition, and rebalancing within a fragmented union. In the wake of new exogenous shocks, from pandemic recovery to geopolitical rupture, the study makes a compelling case for reimagining European integration through a paradigm of shared responsibility, spatial justice, institutional courage, and sustainability. What emerges is not a call to abandon the Union, but to complete it: politically, territorially, and ethically.

Keywords

Macroeconomic indicators, Economic convergence, Global economic landscape, Economic crisis, Spatiotemporal analysis, Sustainability

1. Introduction : Analyse de la crise économique de l'UE

Dans la décennie suivant le début de la crise économique mondiale, les États membres de l'UE ont rencontré des conséquences diverses (Karanikolos et al., 2013; Salvati, 2020) entraînant leur classement dans des cercles concentriques en fonction de l'évolution de leurs indicateurs macroéconomiques (Lavenex, 2011; Salvati, 2016; Panagiotopoulos et al., 2024). À cet égard, des distinctions peuvent être établies entre les régions centrales, englobant des pays ayant réalisé des performances exceptionnelles ; les régions périphériques, comprenant des pays ayant des performances modérées ; et les régions les plus éloignées, comprenant des pays dont les résultats sont inférieurs à la moyenne (Di Felicianantonio et al., 2018; Doukas, Maravegias and Andreou, 2022) .

De nombreux États membres de l'UE ont été confrontés à des défis pour gérer efficacement la crise économique (Mény, 2014; Doukas et al., 2024) . Avec l'UE et ses institutions affiliées, telles que la Commission Européenne [CE] et la Banque Centrale Européenne [BCE], étant souvent en manque d'expertise pour aborder la situation (Nordström and Teivainen, 2023), les États membres de l'UE en difficulté ont été contraints de rechercher une assistance financière auprès de sources externes, y compris le FMI (Lütz and Kranke, 2014; Petrakos et al., 2022). Cela a marqué le premier soutien du FMI aux pays industrialisés d'Europe occidentale (Puccio, 2013).

Dans le cadre du soutien reçu du FMI, des Programmes d'Ajustement Structurel [PAS], communément appelés «mémoires», ont été convenus par la Grèce, le Portugal, l'Irlande et Chypre. Ces ensembles de réformes économiques ont produit des résultats positifs en ce qui concerne les déficits budgétaires et du compte courant (Alcidi et al., 2016; Zoumpoulidis, Simitsis and Bimpili, 2018). Cependant, ces mesures ont également eu des effets néfastes sur le PIB et l'emploi (Greer, 2014; do Amaral and Lopes, 2016). La durée, les objectifs et les résultats de ces programmes ont varié considérablement d'un pays à l'autre (Rapanos and Kaplanoglou, 2014; Brazys and Regan, 2017; Maris and Maloina, 2021). Ainsi, le degré d'acceptation tant du public que des sphères politiques a varié en fonction des caractéristiques distinctives des systèmes politiques et des cadres économiques de chaque pays, qui se sont développés au cours des décennies précédant la crise (Schimmelfennig, 2014; Armingeon, Guthmann and Weisstanner, 2016).

2. Comprendre la crise économique : Contextes aux États-Unis et dans l'UE

La crise économique mondiale a débuté aux États-Unis sous la forme d'un ralentissement financier avant de se propager à l'échelle mondiale et de se transformer en une récession grave (Martin, 2011; Salvati, 2019). En réaction à cette crise, les principes libéraux traditionnels ont été relégués au second plan, et les États ont assumé un rôle plus important dans la régulation de l'économie de marché libre (Wade, 2010; Hall, Massey and Rustin, 2013). Les États sont apparus comme des acteurs importants dans l'économie de marché libre, assumant le rôle de protection du système par le biais de dépenses, de consommation et d'investissement (Helm, 2011; Levy, 2017) . Cette approche visait à atténuer la récession en s'appuyant largement sur des fonds empruntés à des pays disposant d'une liquidité abondante, tels que les économies émergentes comme la Chine (Gamble, 2009; Cetorelli and Goldberg, 2010). Les banques centrales ont mis en œuvre des réductions significatives des taux d'intérêt et ont activement encouragé la poursuite des prêts par le système bancaire pour stimuler l'activité économique (Barone and Mocetti, 2016; Bonaccorsi di Patti and Sette, 2016). En particulier, après l'élection du parti démocrate en 2008, les États-Unis ont alloué des ressources substantielles pour renforcer l'économie en apportant une assistance à divers secteurs économiques et grandes entreprises (Epstein, 2009; Beland, 2015). Pendant cette période, le président Obama a abordé la possibilité d'une distribution plus équitable des revenus aux États-Unis dans les circonstances prévalentes (Norton and Ariely, 2011; Baek and Gweisah, 2013). Cela impliquait de mettre l'accent sur la perspective d'adopter un nouveau New Deal, après une période prolongée caractérisée par des disparités croissantes (Grunwald, 2012; Tassinari, 2019). Notamment, le déficit budgétaire fédéral pour l'année 2009 s'élevait à 10% du Produit Intérieur Brut [PIB] du pays (Yellen, 1989) .

Simultanément, chaque État membre de l'UE s'est efforcé de faire face à la crise financière avec des approches personnalisées, tout en respectant un cadre commun de réglementations en matière de gestion

fiscale (Oikonomou, Natsios and Kazantzis, 2019; Kraemer and Lehtimäki, 2023). Le défi résidait dans le fait que les nations de la zone euro, confrontés à des niveaux élevés de dette préexistante et à des déficits courants importants, étaient tenues de réduire leurs dépenses, alors même qu'il était impératif de mettre en place des mesures de soulagement fiscal pour faire face à la crise (Zemanek, Belke and Schnabl, 2010; Katsikas, 2020).

Cette situation est survenue car les marchés financiers internationaux manquaient de confiance dans la capacité des pays à rembourser leurs prêts contractés. Cela a conduit à l'imposition de taux d'intérêt plus élevés par rapport aux nations présentant des charges de dette plus faibles (Freedman et al., 2010; Checherita-Westphal and Rother, 2012). Il est clair que si l'adoption d'une monnaie européenne commune protégeait ces nations contre les perturbations des taux de change (de Nardis and Vicarelli, 2003; Tavlas, 2004), elle s'est révélée insuffisante pour relever les défis posés par la crise financière (Shambaugh, 2012; Jones, Kelemen and Meunier, 2016). Il est largement reconnu que l'établissement d'une solidarité fiscale est crucial pour assurer le fonctionnement réussi d'une union monétaire, surtout lorsque les nations membres affichent des niveaux de développement économique variables, est largement reconnue (Levine and Brociner, 1994; Beetsma and Lans Bovenberg, 1998).

Au niveau national, comme en Allemagne, l'anticipation de transferts fiscaux substantiels était nécessaire pour faire face aux disparités de compétitivité, de niveau de développement et de capacité fiscale entre les États. (Checherita-Westphal, Nickel and Rother, 2009; De Rosa and Salvati, 2016). Ces transferts visent à compenser les disparités observées entre les États les plus riches et les plus économiquement défavorisés (Abels, 2023). L'existence d'une solidarité fiscale nécessite un certain niveau d'intégration politique, notamment en termes de politique fiscale partagée (Chalmers and Dellmuth, 2015). Cependant, ce niveau d'intégration est actuellement absent au sein de l'Union européenne (Maravegias, Doukas and Ioannides, 2022).

Une disparité notable émerge entre la notion de solidarité fiscale dans un système de type fédéral et l'absence totale de toute forme de solidarité fiscale (Oates, 1999; Salvati, 2019). Au niveau de la zone euro, l'établissement d'un mécanisme d'assistance fiscale est impératif, intégrant une surveillance rigoureuse pour prévenir tout relâchement injustifié de la politique fiscale parmi les États membres (Iara and Wolff, 2014; Ioannidis, 2016). Les contraintes fiscales énoncées dans le Pacte de stabilité et de croissance, incluant un plafond de déficit budgétaire de 3 % du PIB et une limite de dette publique de 60 % du PIB (Valinakis, Kazakos and Maravegias, 2014), ont posé des défis aux pays membres en raison de disparités dans les taux de productivité, la croissance des salaires, la compétitivité et les politiques fiscales (Katsikas, 2020; Petrakos et al., 2021).

L'Allemagne et la Grèce représentent deux trajectoires économiques divergentes. L'adhésion de l'Allemagne à une politique de revenu et fiscale conservatrice a constamment renforcé sa compétitivité internationale et son solde commercial (Simonazzi, Ginzburg and Nocella, 2013; Dustmann et al., 2014; Gadatsch, Hauzenberger and Stähler, 2016). En revanche, la Grèce a fait face à des défis (Kentikelenis et al., 2014; Karanikolos and Kentikelenis, 2016), avec une performance économique apparemment moins favorable par rapport à celle de l'Allemagne (Maravegias, 2011; Heinrich, 2015). Effectivement, l'économie grecque reste fragile en raison de ses racines historiques. En raison d'une série de circonstances politiques et géographiques, la Grèce n'a pas pu participer à la première vague de développement industriel qui a eu lieu au 19e et au début du 20e siècle. Effectivement, l'économie grecque s'est développée dans un environnement que l'on peut qualifier «d'insulaire», dépourvu de marchés voisins significatifs et essentiellement sans un arrière-pays bénéficiant d'un niveau de développement important. Les frontières septentrionales du pays formaient la limite entre les deux blocs politiques et militaires de l'Europe, isolant géographiquement la Grèce des marchés développés de l'Europe occidentale. Par conséquent, le pays n'a pas été en mesure d'établir des relations économiques substantielles avec ses voisins en raison de son haut degré de périphéricité (Gourgiotis, Kyvelou and Lainas, 2021).

Par ailleurs une explication de cette disparité réside dans la propagation différenciée des normes de consommation entre les pays (Piekut, 2015; Michail, 2020; Doukas and Vardopoulos, 2023). Les Grecs aspirent à atteindre un niveau de rémunération et de consommation semblable à celui des Allemands, malgré une production économique inférieure en Grèce (Maravegias, Farantouris and Aivazoglou, 2011). Cependant, cette poursuite entraîne des défis économiques persistants, notamment une compétitivité réduite, des dépenses

publiques élevées, une évasion fiscale généralisée, d'importants déficits fiscaux et externes, ainsi qu'une dépendance accrue à l'emprunt. (Sakellaropoulos and Maravegias, 2018) . L'écart substantiel entre le PIB de la Grèce et la moyenne de l'UE, tant pendant qu'après la crise économique, met en évidence la gravité de ces défis (Papanikos, 2015; Rontos, Syrmali and Salvati, 2021).

Ainsi, certains événements survenus pendant la crise économique peuvent être expliqués par le raisonnement économique, car ils ont résulté de décisions prises par des pays présentant des niveaux de développement, des traditions et des attitudes divers, qui ont adopté une monnaie commune sans mettre en place un système de compensation fiscale adéquat (Constâncio, 2020) . Après tout, l'établissement de l'union monétaire a été davantage motivé par des considérations politiques que par des considérations strictement économiques (Maravegias, 2016; Doukas, Salvati and Vardopoulos, 2023). Face à la crise fiscale la Grèce et d'autres États membres économiquement défavorisés, comme le Portugal, l'Espagne et l'Irlande, des mesures politiques ont été largement déployées pour prévenir l'effondrement du cadre de l'euro (Itoh, 2011; Betz and Carayannis, 2015), bien qu'il y ait eu des hésitations initiales. (Katsimi and Moutos, 2010; Maravegias, 2012).

Ce processus a nécessité des concessions de la part de la population de ces nations, entraînant des répercussions politiques et sociales remarquables (Ferrara, 2017; Alexopoulos et al., 2020) . Ces sacrifices visaient à atténuer l'écart entre la capacité productive de leurs économies et les niveaux de consommation souhaités par leur population (Monastiriotes et al., 2013; Kaplanoglou and Rapanos, 2018). Cette période d'ajustement a offert l'opportunité de mettre en œuvre des réformes économiques, sociétales et politiques essentielles tout en remodelant l'union monétaire de l'UE sur des bases plus solides (Valinakis, Kazakos and Maravegias, 2014; Garefalakis et al., 2017).

3 Dynamiques d'unité de l'Union européenne : "Prudent" *versus* "Foolish" et *vice versa*

Dans ce contexte, il est important de reconnaître un développement significatif depuis le début de la crise : l'examen de l'unité de l'UE et, notamment, la durabilité de son initiative phare (Sateriano, D'Agata and Vardopoulos, 2024), l'union monétaire. Cela découle de l'émergence de deux factions distinctes parmi les pays membres: le groupe "prudent", composé principalement des pays du nord comme l'Allemagne, et le groupe "foolish", largement représenté par les pays du sud comme la Grèce. Avant la crise, des politiques fiscales prudentes ont conduit à une compétitivité accrue et à des excédents commerciaux pour le groupe "sage". En revanche, des politiques contrastées ont entraîné une compétitivité réduite, des exportations plus faibles et des importations plus élevées, principalement en provenance des pays prudents. Cette dynamique a entraîné à d'importants déficits extérieurs et fiscaux, nécessitant des prêts externes pour leur financement.

D'autre part, la caractérisation des individus comme "prudents" ou "foolish" manque de validité sous un examen économique de base. L'introduction de l'euro comme monnaie commune a atténué l'appréciation de la monnaie dans les nations économiquement fortes et la dépréciation dans les nations plus faibles, un phénomène observé avant sa mise en œuvre. De plus, elle a quelque peu atténué la disparité des performances à l'exportation, entre ces groupes. Parallèlement, l'adoption d'une monnaie partagée et la libre circulation des biens et des capitaux entre les États membres ont conduit à une convergence des prix dans toutes les nations participantes. Cependant, en raison de la mobilité limitée de la main-d'œuvre, l'impact sur les niveaux de salaires, qui dépendent des variations de productivité entre les pays individuels, est resté relativement inchangé. En conséquence, les nations du Nord, réputées pour leur prudence, ont bénéficié d'une augmentation de la productivité et de gains plus élevés, tandis que leurs homologues du Sud, souvent considérés comme plus impulsifs, ont fait face à une situation inverse, malgré des coûts de la vie et des habitudes de consommation similaires. En outre, une partie importante de la population des pays du sud a cherché et souvent obtenu des augmentations de salaire dépassant la croissance de la productivité, motivée par des tendances consuméristes.

Dans l'ensemble, le système politique souffrait d'un manque de résilience face à la stratégie électoraliste et à l'expansion du secteur public visant à apaiser les électeurs. Il tolérait également les activités illégales, la corruption et l'évasion fiscale pour maintenir son autorité, échouant ainsi à tirer parti des taux d'intérêt bas et de la stabilité de la monnaie euro pour la réorganisation de la production et la croissance de la

productivité. Dans ce contexte, le problème ne se résume pas à une question de "prudence" pour les nations du Nord et de "folie" pour celles du Sud, mais comme une question de mise en œuvre de politiques appropriées dans les deux scénarios. L'absence de solidarité budgétaire anticipée au sein de l'union monétaire risquait l'effondrement. La décision de l'UE en 2010 d'établir un mécanisme européen de stabilité de 720 milliards d'euros a entraîné une diminution de la pression sur les marchés, des écarts de taux plus bas et une tranquillité restaurée (Bergman, Hutchison and Hougaard Jensen, 2019). L'acceptation par la BCE des obligations gouvernementales sur le marché secondaire a influencé la prise de décision (De Grauwe and Ji, 2013). Cependant, les chercheurs soulignent un endettement excessif persistant et une compétitivité insuffisante dans le sud de l'Europe, plaidant pour une gouvernance économique de la zone euro comme solution à long terme (Grahl, 2011; Bednář, 2018).

4. Gouvernance économique contrastée : tensions entre la recherche de stabilité et la préservation de la souveraineté.

Le concept de 'gouvernance économique' varie d'un pays membre de la zone euro à l'autre, reflétant leurs objectifs divers (Fabbrini, 2016; Garefalakis, Dimitras and Lemonakis, 2017). Les économies fortes comme l'Allemagne ont poussé pour un suivi strict afin de maintenir de faibles déficits et d'améliorer la compétitivité (Knill, Tosun And and Heichel, 2008; Fischer, 2010; Simonazzi, Ginzburg and Nocella, 2013; Czarny and Žmuda, 2018), tandis que les pays moins développés ont cherché des approches plus souples pour stimuler la demande intérieure et réduire les écarts de compétitivité (Valinakis, Kazakos and Maravegias, 2014; Giannellis and Koukouritakis, 2017).

Ces approches donnent des résultats contrastés. La première, axée sur des politiques conservatrices et une restriction des salaires, pénalise fréquemment les économies plus fragiles en creusant les écarts, ce qui entraîne des ralentissements économiques et un taux de chômage élevé. (Lombard, 2000; Naastepad and Storm, 2007). La seconde approche donne la priorité aux intérêts de tous les membres et adopte des politiques économiques assertives visant à bénéficier à l'ensemble des travailleurs de la zone euro, en privilégiant la stabilité à long terme par rapport aux préoccupations immédiates (Maravegias, 2012; Copeland and James, 2014). Bien qu'il y ait eu des progrès significatifs dans l'accord sur les principes de gouvernance économique en 2010, il reste un manque de solidarité fiscale significative au sein de la zone euro (Berger, Dell'Ariccia and Obstfeld, 2019).

Au lieu de cela, l'approche adoptée repose sur des restrictions, des amendes et des mesures d'austérité pour imposer une discipline fiscale de manière uniforme à tous les pays membres (Radice, 2014). Cette réglementation centralisée représente une étape d'intégration significative (Hinarejos, 2012), mais fait face à l'opposition des citoyens, qui la voient comme une renonciation à la souveraineté nationale (Dür and Mateo, 2014). Malgré les divergences, les travailleurs européens ont observé un transfert croissant de responsabilité politique des capitales nationales vers Bruxelles, où les décisions concernant les politiques restrictives sont de plus en plus prises. Ce changement marque une évolution vers une plus grande intégration européenne, bien que des défis et des débats persistants sur la souveraineté et l'application des politiques subsistent (Maravegias, 2016).

5. L'entrée dans la zone euro en dépit de doutes : Prélude à la crise

Pendant les années 1990, avant la crise financière, des pays de l'UE économiquement sous-développés comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne visaient à rejoindre la zone euro. Cependant des doutes subsistaient quant à leur capacité à respecter les critères du traité de Maastricht¹ concernant les taux d'inflation, les déficits fiscaux et les niveaux de dette (Guldager, 1997). Leur inclusion dans la zone euro était politiquement motivée,

¹ Le Traité de Maastricht, signé en 1992, a jeté les bases de l'UE et introduit des éléments clés tels que la création de l'Union économique et monétaire, qui a conduit à l'adoption de l'euro comme monnaie commune entre les États membres participants. Il a établi des exigences relatives aux taux d'inflation, aux déficits budgétaires et aux niveaux d'endettement pour les États membres souhaitant adopter l'euro comme leur monnaie.

mais ils devaient néanmoins travailler pour respecter les critères de convergence (Sinn, 2014) . Malgré la signature du pacte de stabilité et de croissance limitant les déficits à 3 % du PIB, ces nations ont assoupli leurs politiques pour éviter les restrictions (Maravegias, 2006). Cela a conduit à une inflation persistante supérieure à la moyenne de la zone euro, réduisant la compétitivité (Laperche and Uzunidis, 2005; Gerodimos and Karyotis, 2015).

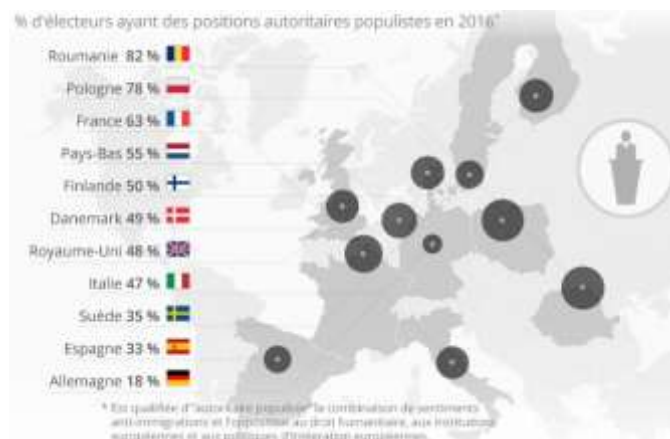
Les pays moins développés ont accumulé des déficits extérieurs en raison de l'augmentation des importations, au bénéfice de pays développés comme les Pays-Bas, l'Allemagne et la France (Gabrisch, 2012). Cette tendance, facilitée par la monnaie unique, n'était pas immédiatement préoccupante en raison de la croissance du PIB et du revenu stimulée par l'emprunt à faible taux d'intérêt (Conti, 2014) . Cependant, les déficits ont explosé en raison du relâchement fiscal et des prêts risqués. La crise financière mondiale et l'oligarchie ont révélé des déficits budgétaires sévères, une bulle spéculative et des paiements extérieurs insoutenables. L'effondrement de la bulle spéculative a exigé une intervention des nations influentes de la zone euro, mais elle a été marquée par un manque de véritable unité, ce qui a entraîné des répercussions persistantes jusqu'à aujourd'hui. Cette période met en lumière les défis de l'intégration européenne alors que l'UE s'agrandit.

L'adhésion à la zone euro a entraîné une perte d'autonomie pour les gouvernements de ces pays, limitant leur capacité à mettre en œuvre des mesures fiscales expansives et entraînant des politiques restreintes et des réductions potentielles de salaires (Devine, 2021). Cependant, la mise en œuvre réelle de telles politiques a été limitée dans toute la zone euro. Les défis découlent des pressions sociales en faveur de dépenses accrues dans divers groupes socio-économiques, combinées à la capacité limitée des systèmes politiques à résister à de telles pressions. Cela étant dit, la crise financière soulève des questions fondamentales sur l'intégration européenne et les défis posés par l'augmentation des adhésions.

6. Défis et controverses de l'intégration Européenne

L'idée d'une Europe unifiée suscite l'enthousiasme parmi les citoyens de l'UE (Sinica, 2022) , mais la méthode d'intégration suscite des inquiétudes. Les citoyens s'inquiètent du chômage (Salvati, Carlucci and Venanzoni, 2017) , des inégalités (Petrakos et al., 2024) , de l'immigration (Ciommi et al., 2022) , des problèmes économiques (D'Agata et al., 2024) et du manque de planification efficace (à la fois spatiale et marine) (Kyvelou and Gourgiotis, 2019), estimant que l'UE n'a pas efficacement abordé ces préoccupations, surtout lors de la crise financière des années 2010 (Salvati, 2016; Charron, 2020; Ringlerova, 2020; Ciommi et al., 2022; Vergioglou and Hegewald, 2023). Ce mécontentement a alimenté la montée du populisme et de la démagogie à travers l'Europe (Figure 1), les dirigeants simplifiant les problèmes complexes et accusant l'intégration européenne de tous les maux (Nelipa and Balinska, 2022). Cependant, l'approche de l'UE, axée sur la gestion économique et technocratique, ne prend pas suffisamment en compte des nations et des individus moins privilégiés, privilégiant souvent la compétitivité économique au détriment du bien-être social (Schimmelfennig, 2014; Wandel, 2016).

Figure 1. Montée du populisme en Europe. % d'électeurs ayant des positions autoritaires populistes en 2016. Source : Statista Research (www.fr.statista.com/infographie/6844).



Le passage de l'économie keynésienne aux politiques néolibérales depuis les années 1980 a exacerbé les inégalités mondiales. De plus, les réglementations influencées par l'Allemagne dans la zone euro ont davantage entravé les politiques sociales dans les pays du sud de l'Europe (Spolander et al., 2014; Stockhammer, 2016). Cependant, la situation n'est pas figée, et les résultats politiques peuvent changer. Alors que la mondialisation influence la compétitivité mondiale, l'exploration d'approches alternatives devient cruciale, évitant la résurgence du nationalisme et des conflits observés dans le passé.

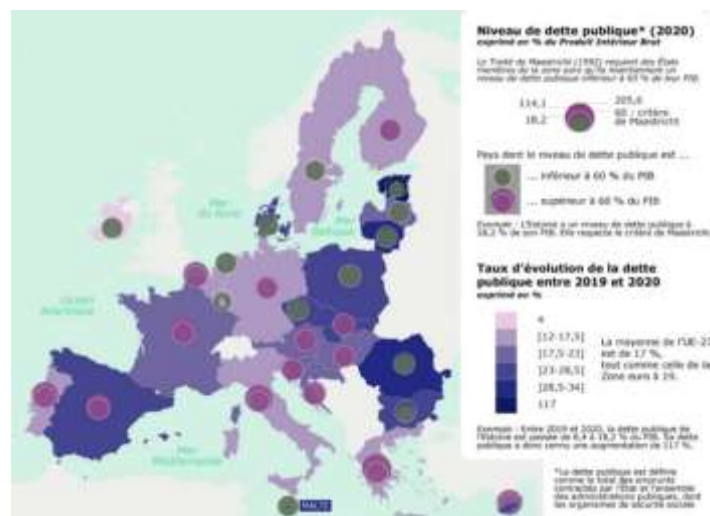
7. Une période turbulente: De la reprise après la pandémie à l'inflation induite par un conflit

La pandémie de COVID-19², débutée en janvier 2020, a ravivé les discussions sur la solidarité et la cohérence au sein de l'UE (Akin Ocak and Erhan, 2021; Ignácz and Langenkamp, 2021). La création du fonds de relance de 750 milliards d'euros souligne l'engagement durable envers l'intégration européenne malgré des circonstances difficile (Guerra, 2021; Luo, 2022).

Les phases transitoires mêlent l'incertitude à l'optimisme. Passant de la pandémie à la reprise, les évaluations économiques restent incomplètes (Papanikos, 2021). À la suite de la crise financière et en réponse aux défis économiques posés par la pandémie, à la fois la Réserve fédérale et la BCE ont mis en œuvre des politiques monétaires expansionnistes visant à stimuler la croissance économique. Notamment, le Programme d'achats d'urgence en réponse à la pandémie de la BCE incluait des obligations émises par des pays notés en dessous de la catégorie d'investissement par les principales agences de notation de crédit, comme la Grèce (Gortsos, 2020).

La pandémie de COVID-19 a déclenché une résurgence de l'inflation à l'échelle mondiale, alimentée par une demande accrue à mesure que les économies rouvraient et que des mesures fiscales et monétaires étaient mises en œuvre (de Soyres, Santacreu and Young, 2022; Soyres, Santacreu and Young, 2022; Cui, 2023). Les ralentissements de la production causés par la pandémie ont également entraîné une hausse des prix de l'énergie et des matières premières, augmentant ainsi les coûts de fabrication et les prix à la consommation dans le monde entier (Kumar et al., 2020; Doukas and Petides, 2021).

Figure 2. L'évolution de la dette publique dans l'Union européenne après le COVID-19. Source : Élaboration et adaptation des auteurs à partir de Charlotte Bezamat-Mantes et Pierre Verluise pour Diploweb.com avec données eurostat déficit/surplus dette et données associées du gouvernement (Avril 2021).



Le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022 a aggravé les conditions économiques, faisant grimper les niveaux d'inflation à des hauteurs rappelant l'ère de stagflation des années 1970 (Ha, Kose and Ohnsorge, 2022).

² La maladie infectieuse identifiée sous le nom de COVID-19 par l'Organisation mondiale de la santé provient du virus appelé "syndrome respiratoire aigu sévère coronavirus-2" (SARS-CoV-2).

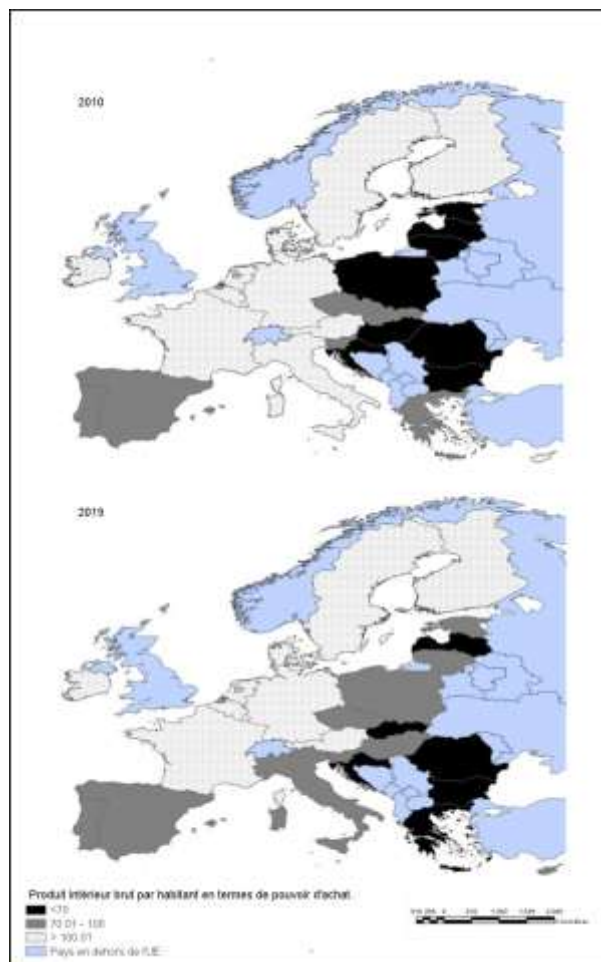
La hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires, notamment du pétrole, du gaz naturel, des céréales, de l'huile et des métaux utilisés dans l'industrie, a contribué de manière significative aux pressions inflationnistes (Kalogiannidis et al., 2022; Doukas, 2023; Maurya, Bansal and Mishra, 2023). Cela a causé de la détresse parmi les groupes économiquement défavorisés et a posé des défis politiques pour les gouvernements qui luttent pour gérer efficacement l'inflation (Maurya, Bansal and Mishra, 2023; Sun, 2023).

8. Cartographie de la crise économique : Modèles spatiaux dans l'UE

La Figure 3 illustre le PIB par habitant en unités de pouvoir d'achat (PPA) parmi les États membres de l'UE-27 en 2010, reflétant une division entre les États membres "anciens" et "nouveaux". Ces derniers, principalement des anciens pays de l'Est, venaient de rejoindre l'UE et avaient donc des niveaux de PIB par habitant plus bas, indiquant que leurs économies étaient encore en train de s'ajuster aux normes de l'UE. De plus, des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal, bien qu'anciens membres de l'UE, ont eu du mal avec l'intégration dans la zone euro et ont maintenu des niveaux de PIB par habitant plus bas.

En 2019, la plupart des pays d'Europe de l'Est ont montré une amélioration du PIB par habitant, à l'exception de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Croatie. Les pays du sud de la Méditerranée, notamment la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, sont demeurés en dessous de la moyenne de l'UE-27, avec la situation de l'Italie se détériorant (D'Agata, Vardopoulos and Sateriano, 2024). La Grèce, en particulier, a connu une baisse significative du PIB par habitant, seulement surpassée par la Bulgarie. La crise économique et les programmes d'ajustement stricts ont entraîné une baisse des revenus et une augmentation du chômage en Grèce (Kosma et al., 2017; Monastiriotis and Martelli, 2021).

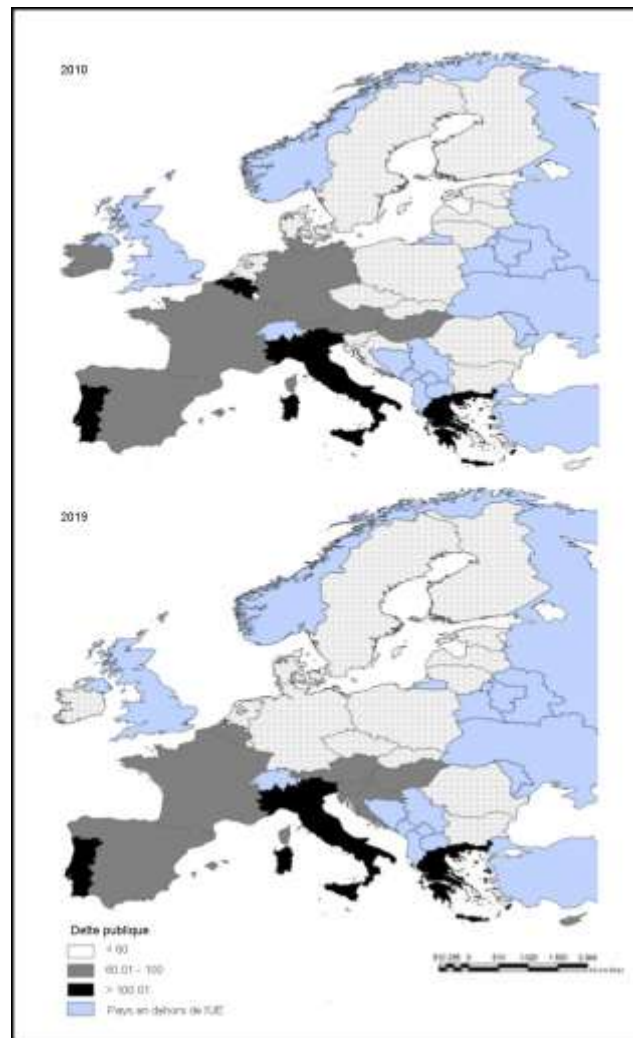
Figure 3. PIB par habitant en unités de pouvoir d'achat [2010 et 2019] Moyenne de l'UE = 100. Source : Élaboration et adaptation des auteurs à partir de données et cartes officielles disponibles publiquement.



La Figure 4 met en évidence les tendances remarquables des niveaux d'endettement parmi les pays de l'UE. En 2010, un groupe distinct de nations, comprenant la Grèce (147,5 %), l'Italie (119,2 %) et le Portugal (110,2 %), avait une dette dépassant 100 % du PIB, tandis que d'autres se situaient autour du seuil de 60 % imposé par le Pacte de stabilité et de croissance.

En 2019, des pays comme la Grèce, l'Italie et le Portugal ont connu une augmentation supplémentaire de leur dette, atteignant respectivement 180,7 %, 134,1 % et 116,6 % du PIB. Pendant ce temps, l'Espagne, la France, la Hongrie et la Slovaquie ont continué à avoir des niveaux d'endettement supérieurs à 60 % du PIB, tandis que l'Allemagne et l'Irlande ont réalisé des progrès significatifs, réduisant leurs ratios dette-PIB en dessous de 60 %.

Figure 4. Dette publique en pourcentage du produit intérieur brut pour les années 2010 et 2019. Source : Élaboration et adaptation des auteurs à partir de données et cartes officielles disponibles publiquement.

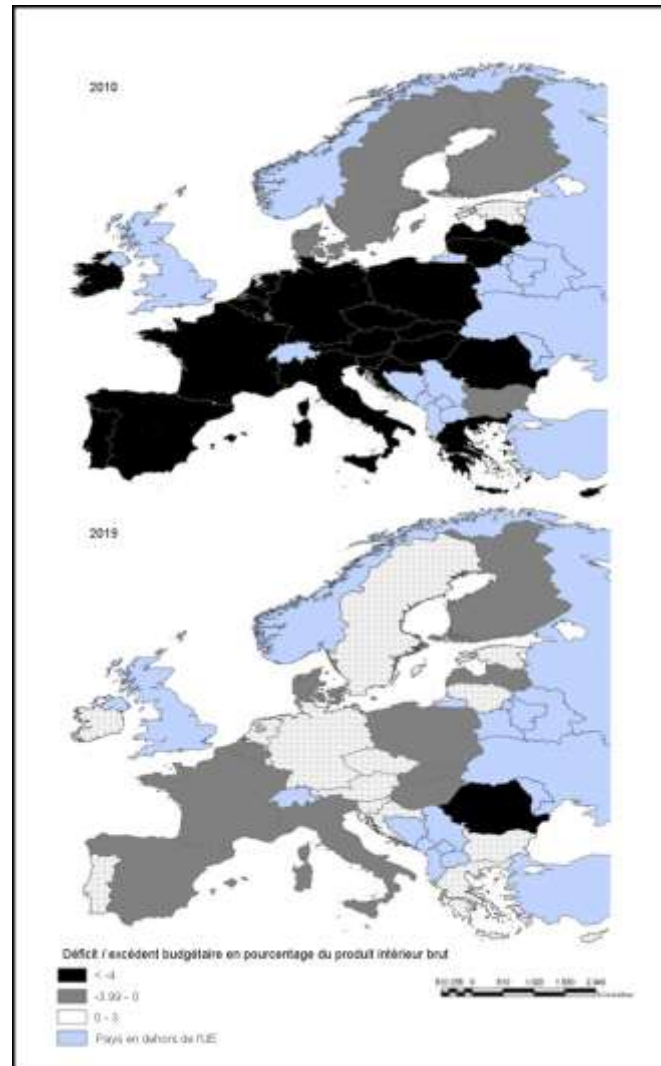


Les données présentées dans la Figure 5 font émerger deux groupes distincts de pays membres de l'UE-27 en 2010. Le premier groupe comprend la plupart des États, à la fois "anciennes" et "nouveaux", présentant des déficits dépassant 4 % du PIB. Le deuxième groupe comprend les pays nordiques, la Finlande et la Bulgarie, avec des déficits inférieurs à 4 % du PIB, et l'Estonie, le seul pays avec un excédent. Cela met en évidence une caractéristique commune de la crise économique vécue par tous les États membres de l'UE - des déficits budgétaires significatifs.

En 2019, suite à la mise en œuvre de réglementations de discipline budgétaire dans tous les pays membres, on observe une amélioration notable, avec une catégorisation en deux groupes. Le premier groupe comprend l'Allemagne, l'Autriche et la République Tchèque, ainsi que la Grèce, l'Irlande et le Portugal, qui ont

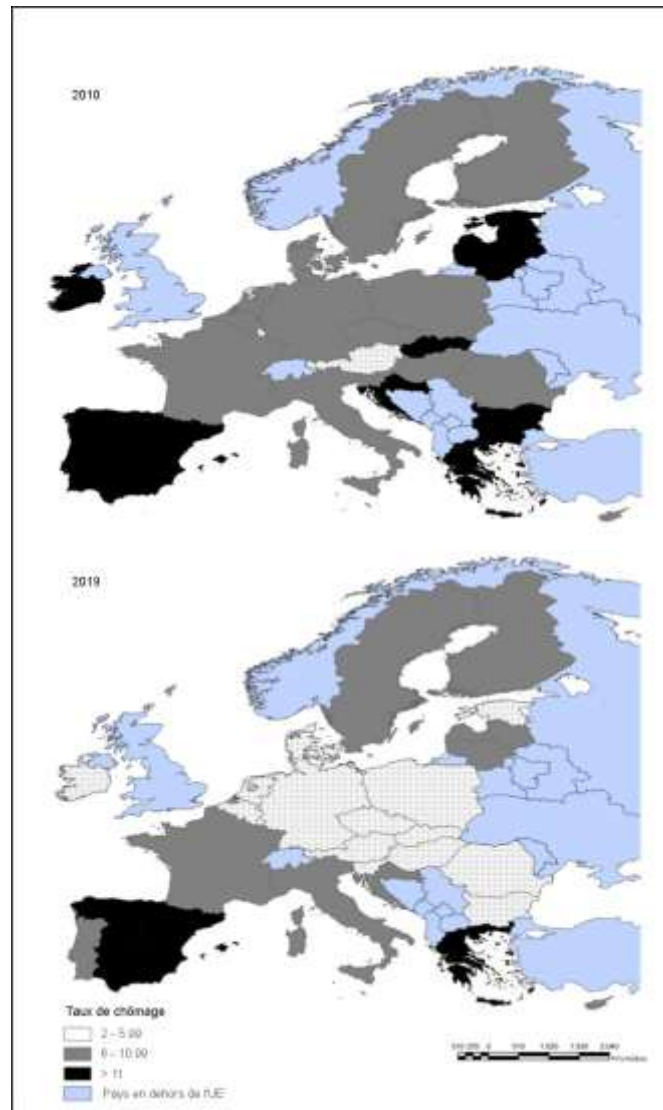
mis en œuvre des programmes d'ajustement se traduisant par des excédents budgétaires. Le deuxième groupe comprend d'autres États membres de l'UE avec des déficits inférieurs à 4 % du PIB. Cependant, la Roumanie maintient Roumanie, toujours un déficit dépassant 4 %.

Figure 5. Déficit / excédent budgétaire en pourcentage du produit intérieur brut pour les années 2010 et 2019. Source : Élaboration et adaptation des auteurs à partir de données et cartes officielles disponibles publiquement.



Dans La figure 6 les données de 2010 indiquent que de nombreux pays de l'UE-27 avaient des taux de chômage compris entre 6 % et 11 %, signalant une détresse économique. Des pays comme le Portugal, l'Espagne, la Grèce, la Bulgarie, l'Irlande et les États baltes présentaient des taux dépassant 11 %. En 2019, après la crise, la plupart des nations ont réussi à abaisser leur taux de chômage en dessous de 6 %. Cependant, certains, dont le Portugal, la France, l'Italie, Chypre, la Suède et la Finlande, ont eu du mal à réduire leurs taux et sont restés dans la fourchette de 6 % à 11 %. La Grèce et l'Espagne, considérés comme les plus mauvais élèves, affichaient toujours des taux élevés de 17,9 % et 14,1 % respectivement.

Figure 6. Taux de chômage pour les années 2010 et 2019. Source : Élaboration et adaptation des auteurs à partir de données et cartes officielles disponibles publiquement.



Au cours de la dernière décennie, les nations européennes ont traversé une tempête économique présentant des niveaux de gravité et de durée différents. Un mélange de progrès et de revers est observé dans ces pays, mettant en évidence des divergences et des convergences significatives.

Les nations centrales de l'UE ont fait preuve d'une plus grande résilience pendant la crise, enregistrant une amélioration de leur performance économique (Vardopoulos et al., 2024a). Des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la République tchèque et les Pays-Bas, ainsi que le Danemark, la Suède et la Finlande, ont notablement amélioré leurs indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, les niveaux de dette, les déficits et les taux de chômage. Pendant ce temps, d'autres pays comme la France, l'Espagne, la Belgique, la Pologne et les États baltes ont réalisé certains progrès depuis 2010 mais sont toujours en voie de pleine récupération.

Les pays mettant en œuvre des programmes d'ajustement ont montré des trajectoires distinctes. Par exemple, l'Irlande a réussi à naviguer avec succès dans la crise et reflète désormais les profils économiques des nations centrales de l'UE. Le Portugal et Chypre ont également réalisé des progrès significatifs, tandis que la Grèce continue de faire face à des défis économiques persistants et s'efforce de s'améliorer.

9. Réflexions conclusives

L'UE a rencontré des conséquences diverses dans la décennie suivant la crise économique mondiale, ce qui a entraîné une classification des États membres en régions centrales, périphériques et les plus éloignées en fonction de leur évolution macroéconomique. Alors que certains pays ont fait preuve d'une résilience et d'une reprise remarquables, d'autres ont eu du mal à naviguer dans les défis de la crise, mettant en évidence des disparités significatives au sein de l'UE. Notamment, les programmes d'ajustement, tels que les mémorandums soutenus par le FMI, ont donné des résultats mitigés, avec des améliorations des déficits budgétaires et des comptes courants contrecarrées par des effets négatifs sur le PIB et l'emploi.

La réponse de l'UE à la crise a varié d'un État membre à l'autre, avec des niveaux différents de solidarité fiscale et de gouvernance économique. Alors que certains prônaient un suivi strict et des mesures d'austérité, d'autres recherchaient des approches plus souples pour stimuler la demande intérieure. Cette diversité a conduit à des résultats contrastés, certains pays atteignant la stabilité et la compétitivité, tandis que d'autres ont connu des périodes prolongées de récession économique et des taux de chômage élevés.

La crise financière a également mis en lumière des tensions sous-jacentes au sein de la zone euro, notamment entre les nations économiquement fortes et les plus faibles. L'absence d'un mécanisme complet de solidarité fiscale a fait courir le risque d'effondrement de l'union monétaire, incitant à des interventions telles que la création du Mécanisme européen de stabilité. Cependant, des défis subsistent pour parvenir à une intégration fiscale et pour résoudre les disparités entre les États membres.

En regardant vers l'avenir, la pandémie de COVID-19 et les conflits géopolitiques ont ajouté de nouveaux éléments de complexité au paysage économique européen, exacerbant les pressions inflationnistes et testant davantage la cohésion et la résilience de l'UE. Malgré ces défis, l'UE reste engagée à favoriser l'unité et la solidarité grâce à des initiatives telles que le fonds de relance.

Aujourd'hui, la situation est différente, car nous vivons à une époque de changements importants auxquels les modèles de développement doivent s'adapter. À la suite de la récente crise économique mondiale, la planification spatiale acquiert un rôle important dans le processus de développement (Vardopoulos et al., 2023). Elle a un rôle déterminant à jouer dans la formation du modèle de développement des différents pays, vu que c'est à travers sa dimension territoriale que s'accomplit la stratégie de développement (Doukas et al., 2025). Le fait que la planification spatiale constitue le moyen d'atteindre la meilleure efficacité sociale et économique pour un espace donné et dans un moment donné, met en relief toute son importance (Gourgiotis, 2021; Vardopoulos et al., 2024b).

Dans l'ensemble, la réponse de l'UE à la crise économique souligne l'importance d'une action coordonnée, d'une discipline budgétaire et d'une gouvernance économique inclusive pour garantir la stabilité et la prospérité dans les États membres. Les principales leçons à retenir comprennent la nécessité d'une plus grande solidarité fiscale, d'une gouvernance économique renforcée et d'efforts continus pour résoudre les disparités et promouvoir une croissance durable au sein de l'UE.

References

- Abels, J., (2024). Does the current crisis mark the end of the EU's austerity era? Competing political projects in European fiscal governance. *Comparative European Politics*, 22 (2) . <https://doi.org/10.1057/s41295-023-00346-4>
- Akin Ocak, P. and Erhan, Ç., 2021. A litmus test for the EU: Solidarity principle and challenges by COVID-19 in 2020. *Uluslararası İlişkiler Dergisi*. <https://doi.org/10.33458/uidergisi.947511>
- Alcidi, C., Belke, A., Giovannini, A. and Gros, D., 2016. Macroeconomic adjustment programmes in the euro area: an overall assessment. *International Economics and Economic Policy*, 13(3), pp.345–358. <https://doi.org/10.1007/s10368-016-0350-6>
- Alexopoulos, G., Apostolakis, A., Zopounidis, C., Garefalakis, A. and Eskantar, M., 2020. Fiscal multipliers under extreme uncertainty: case of Greek tourism economy. In: E. Krassadaki, G. Baourakis, C. Zopounidis and N. Matsatsinis, eds. *Operational research in agriculture and tourism. 7th International Symposium and*

- 29th National Conference on Operational Research, 14-16 June 2018, Chania, Greece. Cham, Switzerland: Springer Nature. ISBN: 9783030387655. pp.83–105. https://doi.org/10.1007/978-3-030-38766-2_5
- do Amaral, J.F. and Lopes, J.C., 2016. Forecasting errors by the Troika in the economic adjustment programme for Portugal. *Cambridge Journal of Economics*, 46. <https://doi.org/10.1093/cje/bew046>
- Armingeon, K., Guthmann, K. and Weisstanner, D., 2016. How the Euro divides the union: the effect of economic adjustment on support for democracy in Europe. *Socio-Economic Review*, 14(1), pp.1–26. <https://doi.org/10.1093/ser/mwv028>
- Baek, J. and Gweisah, G., 2013. Does income inequality harm the environment?: empirical evidence from the United States. *Energy Policy*, 62, pp.1434–1437. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2013.07.097>
- Barone, G. and Mocetti, S., 2016. The real effects of credit crunch in the great recession: evidence from Italian provinces. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2777975>
- Bednář, M., (2018). Southern countries of the European Union in a debt trap: what options are on the table? *International Journal of Economic Sciences*, 7(2). <https://doi.org/10.20472/ES.2018.7.2.001>
- Beetsma, R.M.W. and Lans Bovenberg, A., 1998. Monetary union without fiscal coordination may discipline policymakers. *Journal of International Economics*, 45(2), pp.239–258. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\[98\]00031-2](https://doi.org/10.1016/S0022-1996[98]00031-2)
- Beland, L.-P., 2015. Political parties and labor-market outcomes: evidence from US states. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(4), pp.198–220. <https://doi.org/10.1257/app.20120387>
- Berger, H., Dell’Ariccia, G. and Obstfeld, M., 2019. Revisiting the economic case for fiscal union in the Euro area. *IMF Economic Review*, 67(3), pp.657–683. <https://doi.org/10.1057/s41308-019-00089-x>
- Bergman, U.M., Hutchison, M.M. and Hougaard Jensen, S.E., 2019. European policy and markets: did policy initiatives stem the sovereign debt crisis in the euro area? *European Journal of Political Economy*, 57, pp.3–21. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2018.06.003>
- Betz, F. and Carayannis, E., 2015. Why “austerity” failed in Greece: testing the validity of macro-economic models. *Modern Economy*, 6(6), pp.672–686. <https://doi.org/10.4236/me.2015.66063>
- Bonaccorsi di Patti, E. and Sette, E., 2016. Did the securitization market freeze affect bank lending during the financial crisis? Evidence from a credit register. *Journal of Financial Intermediation*, 25, pp.54–76. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2015.06.002>
- Brazys, S. and Regan, A., 2017. The politics of capitalist diversity in Europe: explaining Ireland’s divergent recovery from the euro crisis. *Perspectives on Politics*, 15(2), pp.411–427. <https://doi.org/10.1017/S1537592717000093>
- Cetorelli, N. and Goldberg, L.S., 2010. Global banks and international shock transmission: evidence from the crisis. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1607078>
- Chalmers, A.W. and Dellmuth, L.M., 2015. Fiscal redistribution and public support for European integration. *European Union Politics*, 16(3), pp.386–407. <https://doi.org/10.1177/1465116515581201>
- Charron, N., 2020. Do citizens support cohesion policy? Measuring European support for redistribution within the EU and its correlates. *Investigaciones Regionales - Journal of Regional Research*, 46, pp.11–26. <https://doi.org/10.38191/iirr-jorr.20.001>
- Checherita-Westphal, C., Nickel, C. and Rother, P., 2009. The role of fiscal transfers for regional economic convergence in Europe. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1349093>
- Checherita-Westphal, C. and Rother, P., 2012. The impact of high government debt on economic growth and its channels: an empirical investigation for the euro area. *European Economic Review*, 56(7), pp.1392–1405. <https://doi.org/10.1016/j.euroecorev.2012.06.007>
- Ciommi, M., Egidi, G., Vardopoulos, I., Chelli, F.M. and Salvati, L., 2022. Toward a ‘Migrant Trap’? Local development, urban sustainability, sociodemographic inequalities, and the economic decline in a Mediterranean metropolis. *Social Sciences*, 12(1), p.26. <https://doi.org/10.3390/socsci12010026>
- Constâncio, V., 2020. The return of fiscal policy and the Euro area fiscal rule. *Comparative Economic Studies*, 62(3), pp.358–372. <https://doi.org/10.1057/s41294-020-00122-3>
- Conti, M., 2014. The introduction of the euro and economic growth: some panel data evidence. *Journal of*

- Applied Economics*, 17(2), pp.199–211. [https://doi.org/10.1016/S1514-0326\(14\)60009-X](https://doi.org/10.1016/S1514-0326(14)60009-X)
- Copeland, P. and James, S., 2014. Policy windows, ambiguity and commission entrepreneurship: explaining the relaunch of the European Union’s economic reform agenda. *Journal of European Public Policy*, 21(1), pp.1–19. <https://doi.org/10.1080/13501763.2013.800789>
- Cui, X., 2023. Inflation measurement in the era of COVID-19. *BCP Business & Management*, 44, pp.180–187. <https://doi.org/10.54691/bcpbm.v44i.4810>
- Czarny, E. and Żmuda, M., 2018. Competitiveness as the ability to adjust: the EU–10 exports structure and its convergence to the German pattern. *Comparative Economic Research. Central and Eastern Europe*, 21(1), pp.119–133. <https://doi.org/10.2478/cer-2018-0007>
- D’Agata, A., Nosova, B., Vardopoulos, I., Rontos, K., Clemente, M., Colombo, C., Sateriano, A. and Salvati, L., 2024. Urban decline, economic crisis and fringe landscapes: the Mediterranean experience. In: A. Sateriano, ed. *Urban crisis: social and economic implications for southern Europe*. Hauppauge, NY, USA: Nova Science. ISBN: 9798891132429. pp.23–55
- D’Agata, A., Vardopoulos, I. and Sateriano, A., 2024. Interdisciplinary insights into sustainable development and socio-environmental change in Mediterranean landscapes. In: A. Sateriano, A. D’Agata and I. Vardopoulos, eds. *Socio-environmental change: the path toward sustainability*. Hauppauge, NY, USA: Nova Science Publishers. ISBN: 9798895301241. pp.1–18
- Devine, D., 2021. Perceived government autonomy, economic evaluations, and political support during the Eurozone crisis. *West European Politics*, 44(2), pp.229–252. <https://doi.org/10.1080/01402382.2019.1675130>
- Doukas, Y.E., 2023. Global food systems under risk: are we facing a permanent crisis? *Region & Periphery*, 15(15). <https://doi.org/10.12681/rp.35014>
- Doukas, Y.E., Maravegias, N. and Andreou, G. eds., 2022. *Η χωρική διάσταση της ευρωπαϊκής ολοκλήρωσης: σύγκλιση ή απόκλιση*; Athens, Greece: Dionicos. ISBN: 9786185665036
- Doukas, Y.E., Maravegias, N., Ioannides, S., Salvati, L. and Vardopoulos, I., 2025. Economic resilience and sustainability in the European Union: a comparative analysis of pre- and posteconomic crisis. In: L. Salvati, ed. *Environmental sustainability and global change*. Cambridge, MA, USA: Elsevier. pp.257–273. <https://doi.org/10.1016/B978-0-443-31596-1.00018-0>
- Doukas, Y.E., Maravegias, N., Salvati, L. and Vardopoulos, I., 2024. Resilienza economica e sostenibilità: indicatori macroeconomici e dinamiche politiche pre- e post-crisi nell’Unione Europea. *Documenti Geografici*, (3), pp.491–525. https://doi.org/10.19246/docugeo2281-7549/202403_24
- Doukas, Y.E. and Petides, P., 2021. The common agricultural policy’s green architecture and the United Nation’s development goal for climate action: policy change and adaptation. *Region & Periphery*, 11(11), pp.107–128. <https://doi.org/10.12681/rp.27247>
- Doukas, Y.E., Salvati, L. and Vardopoulos, I., 2023. Unraveling the European agricultural policy sustainable development trajectory. *Land*, 12(9), p.1749. <https://doi.org/10.3390/land12091749>
- Doukas, Y.E. and Vardopoulos, I., 2023. A pathway to sustainable policy: unraveling the interplay of socio-cultural factors, local contexts, and institutional dynamics in food waste reduction. In: T. Manios, K. Lasaridi, K. Abeliotis and I. Daliakopoulos, eds. *3rd International Conference RETASTE: Rethink Food Resources, Losses, and Waste, 27-29 September 2023, Athens, Greece. Book of Abstracts*. Heraklion, Greece: Hellenic Mediterranean University. ISBN: 9786188477476. pp.275–277
- Dür, A. and Mateo, G., 2014. Public opinion and interest group influence: how citizen groups derailed the Anti-Counterfeiting Trade Agreement. *Journal of European Public Policy*, 21(8), pp.1199–1217. <https://doi.org/10.1080/13501763.2014.900893>
- Dustmann, C., Fitzenberger, B., Schönberg, U. and Spitz-Oener, A., 2014. From sick man of Europe to economic superstar: Germany’s resurgent economy. *Journal of Economic Perspectives*, 28(1), pp.167–188. <https://doi.org/10.1257/jep.28.1.167>
- Epstein, G., 2009. Obama’s economic policy: achievements, problems and prospects. *Revue de la régulation*, (5). <https://doi.org/10.4000/regulation.7459>

- Fabbrini, F., 2016. *Economic governance in Europe*. Oxford University Press.
<https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198749134.001.0001>
- Di Felicianantonio, C., Salvati, L., Sarantakou, E. and Rontos, K., 2018. Class diversification, economic growth and urban sprawl: evidences from a pre-crisis European city. *Quality and Quantity*, 52(4), pp.1501–1522.
<https://doi.org/10.1007/s11135-017-0532-5>
- Ferrara, M., 2017. The Stein Rokkan lecture 2016 mission impossible? Reconciling economic and social Europe after the euro crisis and Brexit. *European Journal of Political Research*, 56(1), pp.3–22.
<https://doi.org/10.1111/1475-6765.12185>
- Fischer, C., 2010. An assessment of the trends in international price competitiveness among EMU countries. In: *Dimensions of competitiveness*. The MIT Press. pp.149–180.
<https://doi.org/10.7551/mitpress/9780262013963.003.0005>
- Freedman, C., Kumhof, M., Laxton, D., Muir, D. and Mursula, S., 2010. Global effects of fiscal stimulus during the crisis. *Journal of Monetary Economics*, 57(5), pp.506–526.
<https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2010.05.003>
- Gabrisch, H., 2012. On the twin deficits hypothesis and the import propensity in transition countries. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2014606>
- Gadatsch, N., Hauzenberger, K. and Stähler, N., 2016. Fiscal policy during the crisis: a look on Germany and the Euro area with GEAR. *Economic Modelling*, 52, pp.997–1016.
<https://doi.org/10.1016/j.econmod.2015.10.038>
- Gamble, A., 2009. British politics and the financial crisis. *British Politics*, 4(4), pp.450–462.
<https://doi.org/10.1057/bp.2009.25>
- Garefalakis, A., Dimitras, A. and Lemonakis, C., 2017. The effect of Corporate Governance Information [CGI] on banks' reporting performance. *Investment Management and Financial Innovations*, 14(2), pp.63–70.
[https://doi.org/10.21511/imfi.14\[2\].2017.06](https://doi.org/10.21511/imfi.14[2].2017.06)
- Garefalakis, A., Lemonakis, C., Alexopoulos, G. and Tabouratzis, E., 2017. History of Greece's debt crisis and the banking policy. In: C. Floros and I. Chatziantoniou, eds. *The Greek debt crisis*. Cham, Switzerland: Springer Nature. ISBN: 9783319591018. pp.177–187. https://doi.org/10.1007/978-3-319-59102-5_7
- Gerodimos, R. and Karyotis, G., 2015. Austerity politics and crisis governance: lessons from Greece. In: R. Gerodimos and G. Karyotis, eds. *The politics of extreme austerity*. London, UK: Palgrave Macmillan UK. ISBN: 9781137369222. pp.259–271. https://doi.org/10.1057/9781137369239_15
- Giannellis, N. and Koukouritakis, M., 2017. Competitiveness divergence in the Eurozone: the need for symmetric adjustment. *Journal of Policy Modeling*, 39(5), pp.942–962.
<https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2017.07.003>
- Gortsos, C. V., 2020. The response of the European Central Bank to the current pandemic crisis: monetary policy and prudential banking supervision decisions. *European Company and Financial Law Review*, 17(3–4), pp.231–256. <https://doi.org/10.1515/ecfr-2020-0017>
- Gourgiotis, A., 2021. La planification spatiale en Grèce: défis, perspectives. In: A. Gourgiotis, G. Tsilimigkas and M. Haidarlis, eds. *Aménagement du territoire et ses défis. Nouvelle pensée spatiale en Grèce et en France*. Athens, Greece: Nomiki Bibliothiki. ISBN: 9789606544460. pp.9–22
- Gourgiotis, A., Kyvelou, S. and Lainas, I., 2021. Industrial location in Greece: fostering green transition and synergies between industrial and spatial planning policies. *Land*, 10(3), p.271.
<https://doi.org/10.3390/land10030271>
- Grahl, J., 2011. Crisis in the Eurozone. *Soundings*, 47(47), pp.143–158.
<https://doi.org/10.3898/136266211795427512>
- De Grauwe, P. and Ji, Y., 2013. From panic-driven austerity to symmetric macroeconomic policies in the eurozone. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 51(S1), pp.31–41.
<https://doi.org/10.1111/jcms.12042>
- Greer, S., 2014. Structural adjustment comes to Europe: lessons for the Eurozone from the conditionality debates. *Global Social Policy*, 14(1), pp.51–71. <https://doi.org/10.1177/1468018113511473>

- Grunwald, M., 2012. *The new New Deal: the hidden story of change in the Obama era*. New York, NY, USA: Simon and Schuster. ISBN: 9781451642322
- Guerra, F., 2021. The European Union's recovery and resilience fund, in the context of the European integration project and its future prospects. *JANUS NET e-journal of International Relation*, 12(2). <https://doi.org/10.26619/1647-7251.12.2.10>
- Guldager, P., 1997. Convergence of the EU Member States towards the EMU requirements, 1986 to 1993. *European Journal of Political Economy*, 13(2), pp.247–259. [https://doi.org/10.1016/S0176-2680\(96\)00038-9](https://doi.org/10.1016/S0176-2680(96)00038-9)
- Ha, J., Kose, M.A. and Ohnsorge, F., 2022. Global stagflation. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4130545>
- Hall, S., Massey, D. and Rustin, M., 2013. After neoliberalism: analysing the present. *Soundings*, 53(53), pp.8–22. <https://doi.org/10.3898/136266213806045656>
- Heinrich, M., 2015. Gute deutsche politik. *PROKLA. Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft*, 45(180). <https://doi.org/10.32387/prokla.v45i180.214>
- Helm, D., 2011. The sustainable borders of the state. *Oxford Review of Economic Policy*, 27(4), pp.517–535. <https://doi.org/10.1093/oxrep/grr031>
- Hinarejos, A., 2012. The euro area crisis and constitutional limits to fiscal integration. *Cambridge Yearbook of European Legal Studies*, 14, pp.243–268. <https://doi.org/10.5235/152888712805580561>
- Iara, A. and Wolff, G.B., 2014. Rules and risk in the Euro area. *European Journal of Political Economy*, 34, pp.222–236. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2014.02.002>
- Ignácz, Z.S. and Langenkamp, A., 2021. European solidarity patterns during a pandemic. *Culture, Practice & Europeanization*, 6(1), pp.135–157. <https://doi.org/10.5771/2566-7742-2021-1-135>
- Ioannidis, M., 2016. Europe's new transformations: How the EU economic constitution changed during the Eurozone crisis. *Common Market Law Review*, 53, pp.1237–1282. <https://doi.org/10.54648/COLA2016115>
- Itoh, M., 2011. From the subprime to the sovereign crisis: why keynesianism does not work. *World Review of Political Economy*, 3, pp.4–14
- Jones, E., Kelemen, R.D. and Meunier, S., 2016. Failing forward? The Euro crisis and the incomplete nature of European integration. *Comparative Political Studies*, 49(7), pp.1010–1034. <https://doi.org/10.1177/0010414015617966>
- Kalogiannidis, S., Chatzitheodoridis, F., Kalfas, D., Kontsas, S. and Toska, E., 2022. The economic impact of Russia's Ukraine conflict on the EU fuel markets. *International Journal of Energy Economics and Policy*, 12(6), pp.37–49. <https://doi.org/10.32479/ijeeep.13493>
- Kaplanoglou, G. and Rapanos, V.T., 2018. Evolutions in consumption inequality and poverty in Greece: the impact of the crisis and austerity policies. *Review of Income and Wealth*, 64(1), pp.105–126. <https://doi.org/10.1111/roiw.12287>
- Karanikolos, M. and Kentikelenis, A., 2016. Health inequalities after austerity in Greece. *International Journal for Equity in Health*, 15(1), p.83. <https://doi.org/10.1186/s12939-016-0374-0>
- Karanikolos, M., Mladovsky, P., Cylus, J., Thomson, S., Basu, S., Stuckler, D., Mackenbach, J.P. and McKee, M., 2013. Financial crisis, austerity, and health in Europe. *The Lancet*, 381(9874), pp.1323–1331. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60102-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60102-6)
- Katsikas, D., 2020. Fiscal governance in the eurozone: from Maastricht to crisis and back again?*. *Region & Periphery*, 9, p.83. <https://doi.org/10.12681/rp.23780>
- Katsimi, M. and Moutos, T., 2010. EMU and the Greek crisis: the political-economy perspective. *European Journal of Political Economy*, 26(4), pp.568–576. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2010.08.002>
- Kentikelenis, A., Karanikolos, M., Reeves, A., McKee, M. and Stuckler, D., 2014. Greece's health crisis: from austerity to denialism. *The Lancet*, 383(9918), pp.748–753. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)62291-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)62291-6)
- Knill, C., Tosun And, J. and Heichel, S., 2008. Balancing competitiveness and conditionality: environmental

- policy-making in low-regulating countries. *Journal of European Public Policy*, 15(7), pp.1019–1040. <https://doi.org/10.1080/13501760802310512>
- Kosma, T., Papapetrou, E., Pavlou, G., Tsochatzi, C. and Zioutou, P., 2017. Labour market adjustments and reforms in Greece during the crisis: microeconomic evidence from the third wave of the wage dynamics survey. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4192709>
- Kraemer, R. and Lehtimäki, J., 2023. Government debt, European institutions and fiscal rules: a synthetic control approach. *International Tax and Public Finance*. <https://doi.org/10.1007/s10797-023-09791-z>.
- Kumar, A., Luthra, S., Mangla, S.K. and Kazançoğlu, Y., 2020. COVID-19 impact on sustainable production and operations management. *Sustainable Operations and Computers*, 1, pp.1–7. <https://doi.org/10.1016/j.susoc.2020.06.001>
- Kyvelou, S.S. and Gourgiotis, A., 2019. Landscape as connecting link of nature and culture: spatial planning policy implications in Greece. *Urban Science*, 3(3), p.81. <https://doi.org/10.3390/urbansci3030081>
- Laperche, B. and Uzunidis, D. eds., 2005. *John Kenneth Galbraith and the future of economics*. London, UK: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9780230523708>
- Lavenex, S., 2011. Concentric circles of flexible ‘EUropean’ integration: A typology of EU external governance relations. *Comparative European Politics*, 9(4–5), pp.372–393. <https://doi.org/10.1057/cep.2011.7>
- Levine, P. and Brociner, A., 1994. Fiscal policy coordination and EMU. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 18(3–4), pp.699–729. [https://doi.org/10.1016/0165-1889\(94\)90028-0](https://doi.org/10.1016/0165-1889(94)90028-0)
- Levy, J.D., 2017. The return of the state? France’s response to the financial and economic crisis. *Comparative European Politics*, 15(4), pp.604–627. <https://doi.org/10.1057/cep.2015.36>
- Lombard, M., 2000. Restrictive macroeconomic policies and unemployment in the European Union. *Review of Political Economy*, 12(3), pp.317–332. <https://doi.org/10.1080/09538250050127481>
- Luo, C.-M., 2022. The COVID-19 crisis: the EU recovery fund and its implications for european integration – a paradigm shift. *European Review*, 30(3), pp.374–392. <https://doi.org/10.1017/S106279872100003X>
- Lütz, S. and Kranke, M., 2014. The European rescue of the Washington consensus? EU and IMF lending to central and eastern European countries. *Review of International Political Economy*, 21(2), pp.310–338. <https://doi.org/10.1080/09692290.2012.747104>
- Maravegias, N., 2006. *Ευρωπαϊκή ολοκλήρωση και Ελλάδα. Οικονομία, κοινωνία, πολιτικές*. Athens, Greece: Dionicos. ISBN: 9789606619199
- Maravegias, N. ed., 2011. *Εξευρωπαϊσμός στο μεσογειακό χώρο*. Athens, Greece: Nomiki Bibliothiki. ISBN: 9789602728178
- Maravegias, N., 2012. *Εκατό κομμάτια της κρίσης. Στην Ελλάδα, στην Ευρώπη, στον κόσμο*. Athens, Greece: Parazisis. ISBN: 9789600226997
- Maravegias, N. ed., 2016. *Ευρωπαϊκή Ένωση. Δημιουργία, εξέλιξη, προοπτικές*. Athens, Greece: Kritiki. ISBN: 9789605861148
- Maravegias, N., Doukas, Y.E. and Ioannides, S., 2022. Οι οικονομικές συγκλίσεις και αποκλίσεις μεταξύ των χωρών της Ε.Ε. In: Y.E. Doukas, N. Maravegias and G. Andreou, eds. *Η χωρική διάσταση της ευρωπαϊκής ολοκλήρωσης: σύγκλιση ή απόκλιση*; Athens, Greece: Dionicos. ISBN: 9786185665036. pp.63–90
- Maravegias, N., Farantouris, N. and Aivazoglou, T., 2011. Politique fiscale et gouvernance économique: propositions en vue d’un fédéralisme fiscal. *Revue des Affaires Européennes*, 4, p.781
- Maris, G. and Maloina, S., 2021. The economic crisis in Greece and Cyprus. A comparative study. *HAPSc Policy Briefs Series*, 2(2), p.111. <https://doi.org/10.12681/hapscpbs.29498>
- Martin, R., 2011. The local geographies of the financial crisis: from the housing bubble to economic recession and beyond. *Journal of Economic Geography*, 11(4), pp.587–618. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbq024>
- Maurya, P.K., Bansal, R. and Mishra, A.K., 2023. Russia–Ukraine conflict and its impact on global inflation: an event study-based approach. *Journal of Economic Studies*, 50(8), pp.1824–1846. <https://doi.org/10.1108/JES-01-2023-0003>
- Mény, Y., 2014. Managing the EU crises: another way of integration by stealth? *West European Politics*, 37(6), pp.1336–1353. <https://doi.org/10.1080/01402382.2014.929338>

- Michail, N.A., 2020. Convergence of consumption patterns in the European Union. *Empirical Economics*, 58(3), pp.979–994. <https://doi.org/10.1007/s00181-018-1578-5>
- Monastiriotes, V., Hardiman, N., Regan, A., Goretti, C., Landi, L., Ignacio Conde-Ruiz, J., Marín, C. and Cabral, R., 2013. Austerity measures in crisis countries — results and impact on mid-term development. *Intereconomics*, 48(1), pp.4–32. <https://doi.org/10.1007/s10272-013-0441-3>
- Monastiriotes, V. and Martelli, A., 2021. Crisis, adjustment and resilience in the Greek labor market: an unemployment decomposition approach. *International Regional Science Review*, 44(1), pp.85–112. <https://doi.org/10.1177/0160017620964848>
- Naastepad, C. and Storm, S., 2007. OECD demand regimes (1960–2000). *Journal of Post Keynesian Economics*, 29(2), pp.211–246. <https://doi.org/10.2753/PKE0160-3477290203>
- de Nardis, S. and Vicarelli, C., 2003. Currency unions and trade: the special case of EMU. *Review of World Economics*, 139(4), pp.625–649. <https://doi.org/10.1007/BF02653107>
- Nelipa, D. V. and Balinska, Y.O., 2022. The role of populist parties in spreading Euroscepticism. *Cuestiones Políticas*, 40(72), pp.182–202. <https://doi.org/10.46398/cuestpol.4072.10>
- Nordström, L. and Teivainen, T., 2023. Inclusion of IMF in eurozone crisis management: legitimacy through external expertise and internal depoliticisation. *Global Society*, 37(4), pp.485–505. <https://doi.org/10.1080/13600826.2023.2183110>
- Norton, M.I. and Ariely, D., 2011. Building a better America—One wealth quintile at a time. *Perspectives on Psychological Science*, 6(1), pp.9–12. <https://doi.org/10.1177/1745691610393524>
- Oates, W.E., 1999. An essay on fiscal federalism. *Journal of Economic Literature*, 37(3), pp.1120–1149. <https://doi.org/10.1257/jel.37.3.1120>
- Oikonomou, G., Natsios, E. and Kazantzis, K., 2019. The capacity of the European Union to finance public policies: multi-annual financial frameworks in comparative perspective. *Region & Periphery*, 8, p.27. <https://doi.org/10.12681/rp.21152>
- Panagiotopoulos, P., Vardopoulos, I., Maialetti, M., Ciaschini, C., Koundouri, P. and Salvati, L., 2024. Reimagining sustainable development and economic performance indicators: a human-centric Maslow–Bossel blueprint. *Economies*, 12(12), p.338. <https://doi.org/10.3390/economies12120338>
- Papanikos, G.T., 2015. The real exchange rate of euro and Greek economic growth. *The Journal of Economic Asymmetries*, 12(2), pp.100–109. <https://doi.org/10.1016/j.jeca.2015.04.002>
- Papanikos, G.T., 2021. The European Union’s recovery plan: a critical evaluation. *Athens Journal of Mediterranean Studies*, 7(2), pp.85–102. <https://doi.org/10.30958/ajms.7-2-1>
- Petrakos, G., Rontos, K., Salvati, L., Vavoura, C. and Vavouras, I., 2022. Domestic vs. external economic sectors and the political process: Insights from Greece. *Economies*, 10(8), p.198. <https://doi.org/10.3390/economies10080198>
- Petrakos, G., Rontos, K., Salvati, L., Vavoura, C. and Vavouras, I., 2024. Income inequality in the over-indebted Eurozone countries and the role of the excessive deficit procedure. *Open Economies Review*, 35(2), pp.301–322. <https://doi.org/10.1007/s11079-023-09720-x>
- Petrakos, G., Rontos, K., Vavoura, C., Salvati, L. and Vavouras, I., 2021. Political budget cycles and effects of the excessive deficit procedure: the case of Greece. *Regional Statistics*, 11(2), pp.32–51. <https://doi.org/10.15196/RS110202>
- Piekut, M., 2015. The rich North-west, the poor Middle-east – Consumption in EU households. *Comparative Economic Research. Central and Eastern Europe*, 18(1), pp.43–63. <https://doi.org/10.1515/cer-2015-0003>
- Puccio, L., 2013. The EU and the IMF: the financial crisis as a catalyst for a stronger union representation? In: H. de Waele and K. J-J, eds. *The European Union’s emerging international identity*. Leiden, Netherlands: Studies in EU External Relations, Volume 6, Brill | Nijhoff. ISBN: 9789004230989. pp.211–238. https://doi.org/10.1163/9789004230996_010
- Radice, H., 2014. Enforcing austerity in Europe: the structural deficit as a policy target. *Journal of Contemporary European Studies*, 22(3), pp.318–328. <https://doi.org/10.1080/14782804.2014.937409>
- Rapanos, V.T. and Kaplanoglou, G., 2014. Governance, growth and the recent economic crisis: the case of

- Greece and Cyprus. *Cyprus Economic Policy Review*, 8(1), pp.3–34
- Ringlerova, Z., 2020. Public opinion in Europe toward the European Union. In: *Political science*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/obo/9780199756223-0319>
- Rontos, K., Syrmali, M.-E. and Salvati, L., 2021. Unraveling the (intrinsic) linkage between social spending and regional development: an empirical analysis for European Union countries. *Journal of Urban and Regional Analysis*, 13(1), pp.5–18. <https://doi.org/10.37043/JURA.2021.13.1.1>
- De Rosa, S. and Salvati, L., 2016. Beyond a ‘side street story’? Naples from spontaneous centrality to entropic polycentricism, towards a ‘crisis city’. *Cities*, 51, pp.74–83. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2015.11.025>
- Sakellariopoulos, T. and Maravegias, N. eds., 2018. *Ελλάδα και ευρωπαϊκή ενοποίηση. Η ιστορία μιας πολυκύμαντης σχέσης 1962-2018*. Athens, Greece: Dionicos. ISBN: 9789606619823
- Salvati, L., 2016. The dark side of the crisis: disparities in per capita income (2000-12) and the urban-rural gradient in Greece. *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 107(5), pp.628–641. <https://doi.org/10.1111/tesg.12203>
- Salvati, L., 2019. Urban dispersion and economic crisis: empirical evidence from a Mediterranean region. *Journal of Environmental Planning and Management*, 62(7), pp.1205–1226. <https://doi.org/10.1080/09640568.2018.1489787>
- Salvati, L., 2020. Demographic dynamics, urban cycles and economic downturns: a long-term investigation of a metropolitan region in Europe, 1956–2016. *Population Research and Policy Review*, 39(3), pp.549–575. <https://doi.org/10.1007/s11113-019-09550-1>
- Salvati, L., Carlucci, M. and Venanzoni, G., 2017. Recession, resilience, local labour markets: wealthier is better? *Letters in Spatial and Resource Sciences*, 10(2), pp.177–204. <https://doi.org/10.1007/s12076-016-0180-8>
- Sateriano, A., D’Agata, A. and Vardopoulos, I. eds., 2024. *Socio-environmental change: the path toward sustainability*. Hauppauge, NY, USA: Nova Science Publishers. ISBN: 9798895301241. <https://doi.org/10.52305/NZKT5653>
- Schimmelfennig, F., 2014. European integration in the euro crisis: the limits of postfunctionalism. *Journal of European Integration*, 36(3), pp.321–337. <https://doi.org/10.1080/07036337.2014.886399>
- Shambaugh, J.C., 2012. The euro’s three crises. *Brookings Papers on Economic Activity*, 2012(1), pp.157–231. <https://doi.org/10.1353/eca.2012.0006>
- Simonazzi, A., Ginzburg, A. and Nocella, G., 2013. Economic relations between Germany and southern Europe. *Cambridge Journal of Economics*, 37(3), pp.653–675. <https://doi.org/10.1093/cje/bet010>
- Sinica, V., 2022. Origins of modern idea of an United Europe. *Lituanistica*, 68(4). <https://doi.org/10.6001/lituanistica.v68i4.4802>
- Sinn, H., 2014. Austerity, growth and inflation: remarks on the eurozone’s unresolved competitiveness problem. *The World Economy*, 37(1), pp.1–13. <https://doi.org/10.1111/twec.12130>
- Soyres, F. de, Santacreu, A.M. and Young, H., 2022. Demand-supply imbalance during the Covid-19 pandemic: the role of fiscal policy. *International Finance Discussion Paper*, (1353), pp.1–36. <https://doi.org/10.17016/IFDP.2022.1353>
- de Soyres, F., Santacreu, A.M. and Young, H., 2022. Fiscal policy and excess inflation during Covid-19: a cross-country view. *FEDS Notes*. <https://doi.org/10.17016/2380-7172.3083>
- Spolander, G., Engelbrecht, L., Martin, L., Strydom, M., Pervova, I., Marjanen, P., Tani, P., Sicora, A. and Adaikalam, F., 2014. The implications of neoliberalism for social work: reflections from a six-country international research collaboration. *International Social Work*, 57(4), pp.301–312. <https://doi.org/10.1177/0020872814524964>
- Stockhammer, E., 2016. Neoliberal growth models, monetary union and the Euro crisis. A post-Keynesian perspective. *New Political Economy*, 21(4), pp.365–379. <https://doi.org/10.1080/13563467.2016.1115826>
- Sun, Y., 2023. Impacts of the Ukraine conflict on energy and food shortages and price increase in UK and EU. *BCP Business & Management*, 40, pp.253–259. <https://doi.org/10.54691/bcpbm.v40i.4389>

- Tassinari, M., 2019. The great recession and recovery under the Obama administration. In: *Capitalising economic power in the US. Industrial strategy in the neoliberal era*. Cham, Switzerland: United Nations University Series on Regionalism, Vol. 27, Springer Nature. ISBN: 9783319766478. pp.149–177. https://doi.org/10.1007/978-3-319-76648-5_7
- Tavlas, G., 2004. Benefits and costs of entering the eurozone. *Cato Journal*, 14, pp.89–106
- Valinakis, Y.G., Kazakos, P. and Maravegias, N. eds., 2014. *Η έξοδος από την κρίση. Εφαρμόσιμες εναλλακτικές προτάσεις*. Athens, Greece: Papazisis. ISBN: 9789600229752
- Vardopoulos, I., Escrivà Saneugenio, F., Sateriano, A. and Salvati, L., 2024a. *Homage (and criticism) to the Mediterranean city. Regional sustainability and economic resilience*. New York, NY, USA: River Publishers. ISBN: 9788770041775. <https://doi.org/10.1201/9781003517306>
- Vardopoulos, I., Ioannides, S., Georgiou, M., Voukkali, I., Salvati, L. and Doukas, Y.E., 2023. Shaping sustainable cities: a long-term GIS-emanated spatial analysis of settlement growth and planning in a coastal Mediterranean European city. *Sustainability*, 15(14), p.11202. <https://doi.org/10.3390/su151411202>
- Vardopoulos, I., Maialetti, M., Scarpitta, D. and Salvati, L., 2024b. Spatially explicit analysis of landscape structures, urban growth, and economic dynamics in Metropolitan regions. *Urban Science*, 8(4), p.150. <https://doi.org/10.3390/urbansci8040150>
- Vergioglou, I. and Hegewald, S., 2023. From causes to consequences: Investigating the effects of differentiated integration on citizens' EU support. *European Union Politics*, 24(1), pp.206–224. <https://doi.org/10.1177/14651165221135742>
- Wade, R., 2010. After the crisis: industrial policy and the developmental state in low-income countries. *Global Policy*, 1(2), pp.150–161. <https://doi.org/10.1111/j.1758-5899.2010.00036.x>
- Wandel, J., 2016. The role of government and markets in the strategy “Europe 2020” of the European Union: a robust political economy analysis. *International Journal of Management and Economics*, 49(1), pp.7–33. <https://doi.org/10.1515/ijme-2016-0002>
- Yellen, J.L., 1989. Symposium on the budget deficit. *Journal of Economic Perspectives*, 3(2), pp.17–21. <https://doi.org/10.1257/jep.3.2.17>
- Zemanek, H., Belke, A.H. and Schnabl, G., 2010. Current account balances and structural adjustment in the euro area. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1593469>
- Zoumpoulidis, V., Simitsis, G. and Bilmpili, V., 2018. Effectiveness of economic adjustment programmes for debt crises implemented in the southern European Union countries. *KnE Social Sciences*. <https://doi.org/10.18502/kss.v3i10.3529>

Maravegias Napoleon
Professeur Emérite d'Analyse Macroéconomique et d'Intégration Economique Européenne
Département de Science Politique et d'Administration Publique
Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes
email: nmarav@pspa.uoa.gr

Gourgiotis Anestis
Professeur Associé en Aménagement de l'Espace
Département d'Ingénierie de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Développement Régional
Université de Thessalie
email: gourgiotis@uth.gr

Doukas Yannis E.
Professeur associé d'Économie et de Politique Agricole
Département de Développement Rural, Agroalimentaire et Gestion des Ressources
Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes
email: jodoukas@agro.uoa.gr

Vardopoulos Ioannis
Chercheur Postdoctoral en Dynamiques Socio-Spatiales et Durabilité
Département de Développement Rural, Agroalimentaire et Gestion des Ressources Naturelles
Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes
email: ivardopoulos@post.com

ΣΥΝΤΑΚΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Νίκος Τριανταφυλλόπουλος
Ευάγγελος Ασπρογέρακας
Νικόλαος Γαβανάς
Ανέστης Γουργιώτης
Σπύρος Νιαβής

ΣΥΜΒΟΥΛΟΙ ΣΥΝΤΑΞΗΣ

Ελένη Ανδρικοπούλου – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Πασχάλης Αρβανιτίδης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Παναγιώτης Αρτελάρης – Χαροκόπειο Πανεπιστήμιο
Σοφία Αυγερινού-Κολώνια – Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο
Αθηνά Βιτοπούλου – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Γιώργος Βλόντζος – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Νικολός Βογιαζίδης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Γεωργία Γεμεντζή – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Ηλίας Γεωργαντάς – Πανεπιστήμιο Κρήτης
Αθηνά Γιαννακού – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Σπύρος Γκολφινόπουλος – Πανεπιστήμιο Αιγαίου
Άσπα Γοσποδίνη – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Δημήτρης Γούσιος – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Πάυλος-Μαρίνος Δελλαδέτσιμας – Χαροκόπειο Πανεπιστήμιο
Αλέξης Δέφνερ – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Δέσποινα Διμέλλη – Πολυτεχνείο Κρήτης
Ασπασία Ευθυμιάδου – Ελληνικός Γεωργικός Οργανισμός «Δήμητρα»
Μιχάλης Ζουμπουλάκης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Ελισάβετ Θωίδου – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Γιώργος Κανδύλης – Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών
Νικόλαος-Γεώργιος Καραχάλης – Πανεπιστήμιο Αιγαίου
Κώστας Καρτάλης – Εθνικό και Καποδιστριακό Πανεπιστήμιο Αθηνών
Γρηγόρης Καυκαλάς – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Ειρήνη Κλαμπατσέα – Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο
Χάρης Κοκκώσης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Παναγιώτης Κοσμόπουλος – Δημοκρίτειο Πανεπιστήμιο Θράκης
Βύρων Κοτζαμάνης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Χρήστος Κουσιδώνης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Αλέξανδρος-Φαίδων Λαγόπουλος – Ακαδημία Αθηνών & Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Κώστας Λαλένης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Λόης Λαμπριανίδης – Πανεπιστήμιο Μακεδονίας
Λίλα Λεοντίδου – Ελληνικό Ανοικτό Πανεπιστήμιο
Πάυλος Λουκάκης – Πάντειο Πανεπιστήμιο
Θωμάς Μαλούτας – Χαροκόπειο Πανεπιστήμιο
Δημήτρης Μέλισσας – Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο
Αγγελική Μενεγάκη – Γεωπονικό Πανεπιστήμιο Αθηνών

Θεόδωρος Μεταξάς – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Κώστας Μπαγινέτας – Αποκεντρωμένη Διοίκηση Θεσσαλίας - Στερεάς Ελλάδος
Νίκος Μπάτης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Ηλίας Μπεριάτος – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Κώστας Μωραΐτης – Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο
Σπύρος Νιαβής – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Μαρί-Νοέλ Ντυκέν – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Δημήτρης Οικονόμου – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Απόστολος Παπαγιαννάκης – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Κωνσταντίνος Περάκης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Γιώργος Πετράκος – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Μάγδα Πισιιάβα-Λατινοπούλου – Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης
Σεραφείμ Πολύζος – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Αντώνης Ροβολής – Πάντειο Πανεπιστήμιο
Νίκος Σαμαράς – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Άρης Σαπουνάκης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Κώστας Σερράος – Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο
Παντολέων (Παντελής) Σκάγιαννης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Σοφία Σκορδίλη – Χαροκόπειο Πανεπιστήμιο
Νίκος Σουλιώτης – Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών
Δημήτρης Σταθάκης – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Αναστασία Τασοπούλου – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Πάρις Τσάρτας – Χαροκόπειο Πανεπιστήμιο
Γιώργος Τσιλιμίκας – Πανεπιστήμιο Αιγαίου
Δημήτρης Τσιώτας – Γεωπονικό Πανεπιστήμιο Αθηνών
Δημήτρης Φουτάκης – Διεθνές Πανεπιστήμιο
Γιώργος Φωτόπουλος – Πανεπιστήμιο Πελοποννήσου
Μάριος Χαϊνταρλής – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Όλγα Χριστοπούλου – Πανεπιστήμιο Θεσσαλίας
Μανώλης Χριστοφάκης – Πανεπιστήμιο Αιγαίου
Γιάννης Ψυχάρης – Πάντειο Πανεπιστήμιο

Περιεχόμενα

Τεύχος 42 Έτος 2025
ISSUE YEAR

- Γαβαλάς Βασίλειος** 6
Η ανθρωπογεωγραφία της Ελλάδας του Μεσοπολέμου. Μέρος Ι: γαμήλια συμπεριφορά κατά γεωγραφικές περιοχές με διάκριση γηγενών και προσφύγων.
- Δαρκαδάκη Μαρία, Τσιάπα Μαρία** 31
Οι μεταβολές του μοντέλου απασχόλησης μετά την επίδραση του COVID-19 υπό το πρίσμα των κοινωνικοοικονομικών χαρακτηριστικών: Η περίπτωση των Χανίων
- Maravegias Napoleon, Gourgiotis Anestis, Doukas Yannis E., Vardopoulos Ioannis** 49
Lignes de faille de l'unité : ajustement économique et politiques spatiales de l'intégration européenne
- Λινάκη Ελένη** 71
Πρότυπο εργαλείο αποτίμησης της πολιτισμικής ανθεκτικότητας στους οικισμούς της Ελλάδας
- ΘΕΜΑΤΑ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ**
- Τασοπούλου Αναστασία, Παπακωνσταντίνου Βασίλειος** 96
Οριοθετήσεις οικισμών: από τις οριοθετήσεις της δεκαετίας του '80 στο πρόγραμμα 'Κωνσταντίνος Δοξιάδης'
- ΚΡΙΤΙΚΕΣ ΠΑΡΟΥΣΙΑΣΕΙΣ**
- Ασπρογέρακας Ευάγγελος** 109
Βασενχόβεν, Λ. (2025) Η πολεοδομία σε δίνη: Πενήντα χρόνια από το Σύνταγμα του 1975 στα τοπικά πολεοδομικά σχέδια. Αθήνα: Εκδόσεις Σάκκουλα

ISSN: 1109-5008

e-ISSN: 2944 – 9847

<https://journals.lib.uth.gr/index.php/aeihoros/index>
de